



TOURNONS LA PAGE
Pour l'alternance démocratique
en Afrique

Gabon : TLP condamne un double Coup d'État électoral puis militaire et appelle à un retour à l'ordre Constitutionnel

Alors que la Déclaration de Bamako de 2000 sur la démocratie, les droits et les libertés affirme que « *la démocratie est incompatible avec toute modification substantielle du régime électoral, introduite de façon arbitraire ou subreptice, un délai raisonnable devant toujours séparer l'adoption de la modification de son entrée en vigueur* », le régime au pouvoir au Gabon avait effectué une révision à la hâte de la Constitution et de la loi électorale moins de six mois avant les élections générales de 2023.

S'en est suivi le scrutin le 26 août 2023 ; à huis clos avec coupure d'internet, fermeture des frontières, interdiction de la présence des journalistes et observateurs internationaux. Le mercredi 30 août à partir de 3h du matin, les Gabonais ont assisté impuissants, à travers la télévision nationale, au troisième hold-up électoral par lequel M. Ali Bongo ONDIMBA a été proclamé élu avec 64,27% des suffrages exprimés.

Vers 5h du matin, différents corps de police, de gendarmerie et de l'armée réunis au sein d'un Comité de Transition et de Restauration des Institutions répond au hold-up électoral par un Coup d'État militaire. Tournons La Page déplore ces deux atteintes graves à la démocratie nuisant à la stabilité et au développement du pays.

Après les cas de la Guinée, du Burkina Faso, du Mali et du Niger, la liesse avec laquelle le peuple gabonais accueille ce coup d'État militaire devrait, une fois de plus, interpeller les institutions sous-régionales africaines, l'Union africaine ainsi que la communauté internationale, sur le recul flagrant de la démocratie en Afrique, avec pour effet la radicalisation des jeunes, l'instabilité sociopolitique et l'aggravation des crises sécuritaires.

Plutôt que d'attendre des mêmes scénarios où des coups d'État militaires succèdent aux coups d'État Constitutionnels perpétrés par les élites au pouvoir sans aucune condamnation des institutions internationales, Tournons La Page exhorte l'Union Africaine à prendre les mesures politiques nécessaires pour protéger la démocratie, notamment en imposant aux États l'application et le respect des traités internationaux ratifiés par les différents pays.

Tout en saluant l'annulation des résultats de l'élection du 26 août issus d'un processus électoral frauduleux aussi bien sur le territoire national qu'à l'étranger, TLP appelle à l'instauration d'une transition civile inclusive pour un rétablissement dans les plus brefs délais de l'ordre constitutionnel.

Jeudi, 31 août 2023

CONTACTS PRESSE :

Marc ONA ESSANGUI
Président de Tournons La Page
onamarc@protonmail.com
Tél : +241 66 26 06 17

Mathieu POURCHIER
Secrétaire exécutif de Tournons La Page
mathieu.pourchier@tournonslapage.org
Tél : +33 7 56 27 99 29